

Elections municipales et Législatives

Le plan de verrouillage du Minat

● *Paul Atanga Nji, à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux, a délivré un message à l'endroit des formations politiques dans un contexte de contestation porté par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun, relativement à la légitimité des scrutins.* P.5

Buea municipality

Over 100 taxis seized for about 24 hours and shops sealed as a means to end Ghost Town

P.9



Adamaoua

Les Mbororos dénoncent leur abandon dans les griffes des preneurs d'otages P.5

Alhadji Mohamadou Abbo Ousmanou

« Je n'ai pas de problème avec Afriland First Bank » P.3



Hôpitaux de référence de Yaoundé

L'accueil et la prise en charge des malades en question P.8

Bamendjou/Crise anglophone

Le chef accuse

C'était lors du discours de trône au cours de la cérémonie de clôture du festival culturel Chepan à Bamendjou.

Lorsque Sa Majesté Jean Rameau Sokoudjou II prend la parole pour son discours de trône samedi 19 janvier dernier, au cours de la cérémonie de clôture du festival Chepan de sa communauté, plusieurs personnes s'attendent à ce que l'homme raconte l'histoire de son village, que nenni ! Le chef traditionnel considéré comme une grosse bibliothèque dans la région de l'Ouest, n'est pas passé par quatre chemins pour mettre plusieurs hommes politiques ou autorités administratives à mal dans leur fauteuil. C'est la paix, la sécurité et plus particulièrement la crise dite anglophone qui étaient au menu du discours. Accusant ces personnes de n'avoir rien fait pour que la situation qui prévaut dans les deux régions du Cameroun ne prenne pas la tournure qu'elle a aujourd'hui. « Chacun se contente d'aller donner de fausses informations au président de la république, tout simplement pour se faire voir et chercher un poste à son profit. Personne ne voit dans quelle impasse vivent nos frères et sœurs du Nord-

ouest et du Sud-ouest », note-t-il avant d'ajouter : « Est-ce qu'il faut des mois pour résoudre un tel problème qui fait perdre la vie à des camerounais ?

Au début de cette crise, j'ai organisé une réunion avec des sages ici dans ma chefferie et nous sommes aussi allés à Buea pour une réunion similaire dans le but de comprendre et de chercher les solutions pour cette crise. Nous avons débattu là-bas, au point où certaines personnes ont fait baisser leur drapeau pour nous remettre, malheureusement, les propositions de ces concertations ne sont jamais arrivées devant le chef de l'Etat. Encore moins, la délégation que nous avons constituée pour le rencontrer n'a jamais été reçue par le président de la république.

On a l'impression que les gens ne veulent pas que cette affaire finisse parce qu'ils trouvent leur compte. Nous avons obligation pour chacun d'œuvrer pour la paix et la sécurité dans ce pays, et non d'œuvrer pour nos simples intérêts. Quel Cameroun voulons-nous léguer à nos enfants demain ? », s'est-il interrogé. Dans la même verve,



Au cours de la cérémonie de clôture du festival culturel Chepan à Bamendjou

il a blessé plusieurs de ces collègues chefs traditionnels présents: « Je connais l'histoire de ce pays, lorsque vous ne soutenez pas les hommes politiques au pouvoir, on vous appelle opposant. J'ai été maintes fois victime de ces injures et je le suis jusqu'aujourd'hui. Avant la période d'indépendance, j'ai eu la chance de rencontrer les aînés dans ce pays, qui m'ont

conseillé qu'entant que chef traditionnel, je n'ai pas le droit de prendre la carte d'un parti politique. Ici à Bamendjou, je suis le chef des vampires, des maquisards, des bandits, des hommes politiques de tout bord. J'apporte mes conseils à chacun d'entre eux quelle que soit sa couleur politique. Chacun fait de la politique pour apporter le développement, et je n'ai pas le droit de

défendre à un de mes sujets de choisir sa couleur politique », a-t-il martelé. Prenant la parole, le gouverneur de la région de l'Ouest a promis de transmettre l'essentiel de ses propositions au président de la république. C'est-à-dire l'organisation d'un dialogue inclusif avec toutes les parties prenantes y compris les patriarches.

Jérôme Serge Todjom

Minedub

La gouvernance axée sur les résultats

La réunion des services centraux du ministère de l'éducation de base se déroule dans une volonté d'optimisation des résultats.

Les priorités de ce ministère pour la nouvelle année sont abordées durant cette rencontre et des solutions envisagées. Ce, en vue d'une meilleure organisation de l'éducation maternelle et primaire. Un événement qui marque le premier contact entre le nouveau ministre de l'éducation de base, Laurent Serge Etoundi Ngoa, et les responsables de son ministère. Pour cette grande première, le message a surtout été pédagogique. Le but au cours de ces travaux, c'est d'évaluer le niveau de gouvernance axé sur les résultats dudit ministère. Ainsi, à travers divers ateliers, les participants ont deux jours pour passer en revue la gestion pédagogique, administrative, financière et infrastructurelle dudit département ministériel. Un exercice qui nécessite l'implication de tous les acteurs.

C'est aussi l'occasion pour les délégués régionaux par exemple, d'insister sur les besoins urgents. Selon le délégué régional du Minedub dans la région de l'Extrême-Nord, Aminou Sandazoa, « en 2019, nous souhaitons voir l'amélioration des infrastructures et des équipements. Nous souhaitons aussi voir se réaliser le recrutement des enseignants ». Pour Léopold Yimga, délégué régional de l'Ouest, « au sortir de cette séance de travail, on aura amélioré nos capacités pour mener à bien nos activités ».

Parmi les priorités de 2019, l'évaluation des nouveaux programmes, l'adressage des établissements scolaires, un meilleur déploiement des enseignants, afin de permettre aux élèves de bénéficier d'un enseignement pédagogique de qualité.

K.J.



Laurent Serge Etoundi Ngoa, le Minedub

Alhadji Mohamadou Abbo Ousmanou « Je n'ai pas de problème avec Afriland First Bank »

Le président du conseil d'administration du groupe Abbo fait le point de sa relation avec Afriland First Bank et l'engagement de Maiscam dans la lutte contre la faim dans les régions septentrionales.



Comment se porte le Groupe Abbo aujourd'hui ?

Le Groupe Abbo se porte bien et essaye de surmonter les difficultés actuelles dues à la conjoncture économique dans notre pays et dans le monde entier. Nous travaillons et nos efforts seront récompensés. L'équipe actuelle du Groupe Abbo est déterminée à relever le défi de la relance du Groupe.

La famine guète les régions septentrionales, quel est l'apport de votre entreprise Maiscam dans la lutte contre la faim ?

Notre apport est celui du soutien que nous apportons aux agriculteurs, mais aussi en fournissant aux populations la farine de maïs de bonne qualité à moindre coût. Maiscam est le leader de l'agroalimentaire dans notre pays. Notre secteur est exposé aux aléas climatiques et de dame nature. Pour la campagne agricole 2018, nous avons fait une bonne opération. D'ici quelques jours, nous ferons

un premier bilan de la campagne 2018.

Bénéficiez-vous d'un soutien ou d'une subvention de l'Etat dans le développement de Maiscam ?

Non! Nous travaillons avec nos propres moyens. Maiscam n'a pas encore reçu une quelconque subvention de l'Etat. Nous ne disons pas non à une subvention pour nous permettre de faire encore mieux. L'agriculture est l'avenir de notre pays et Maiscam comme d'autres entreprises du secteur vont continuer à accompagner le gouvernement dans sa mission. Je voudrais profiter de cette tribune pour remercier grandement les Brasseries du Cameroun. Aujourd'hui, le partenariat de Maiscam avec les SABC demeure exemplaire et montre que la persévérance et la rigueur sont les clés du succès. Tout simplement merci et mille fois merci encore. Il a permis au cours des années, la création de nombreux emplois permanents

comme saisonniers et créer de la richesse qui a bien impacté la vie de la région de l'Adamaoua. Au-delà de ce bénéfice direct, la mise sur le marché d'une farine de haute qualité produite par Maiscam.

Monsieur le Pca que se passe-t-il avec votre partenaire Afriland First Bank ?

Il n'y a rien. Nous sommes en très bon terme. Tout ce que nous avons sollicité auprès de notre partenaire AFB c'est de faire le compte de notre Groupe. Voilà tout. Le reste n'est que rumeur.

A quand date les derniers comptes effectués par vous à Afriland First Bank ?

Depuis l'ouverture de nos comptes dans les registres d'AFB qui date de plusieurs années déjà. C'était à Paris. Ils sont venus me voir pour me demander d'ouvrir les comptes de mes entreprises à Afriland First Bank. Je vous assure que nous n'avons jamais fait de

compte.

Pourquoi est-ce maintenant que vous demandez le compte à votre banque ?

Comme vous le savez, moi, je n'étais pas à l'école. Il y a deux choses qui m'ont poussé à demander à AFB de me faire le compte. J'ai confiance en eux mais il y a un adage qui dit que la confiance n'exclut pas la méfiance.

Lesquelles Monsieur le Pca ?

Premièrement, les traites que nous avons payées depuis 2015 ont été ramenées par AFB et une saisie a été opérée par nos partenaires d'Afriland First Bank en demandant l'appel de garantie. Et la seconde motivation est le fait qu'Afriland a fait appel des garanties sur ma société Nosuca à qui ils ne doivent rien. Voilà les deux événements qui ont fait peur à un vieillard de 88 ans et illettré comme moi. C'est le but de ma motivation à faire les

comptes pour voir clair dans notre partenariat. D'ailleurs on dit toujours que les bons comptes font des bons amis. Soyez rassuré, il y a aucun différend entre le Groupe Abbo et Afriland First Bank. Nous sommes partenaires depuis plusieurs années. Nous trouverons une solution.

Une folle rumeur circule dans les salons huppés de la ville que votre partenaire AFB aurait refusé la désignation d'un Expert par la justice camerounaise. Est-ce vrai ?

C'est quand même bizarre. Mais je ne ferai pas de commentaire à ce sujet. Tout ce que je peux vous dire C'est que le Groupe Abbo est disposé à travailler avec n'importe quel Expert que la justice désignera. AFB peut aussi nous présenter un Expert. Nous ne trouverons pas d'objection. La vérité est de notre côté. Le Cameroun est un Etat de droit et la justice est pour tous.

Votre partenariat va-t-il continuer avec AFB ?

Oui ! Nous allons continuer notre partenariat après avoir terminé la vérification des comptes du Groupe avec AFB. Notre partenariat ne va jamais s'arrêter. AFB et le Groupe Abbo c'est une amitié et fraternité de longue date qui va durer encore longtemps.

Votre mot de fin monsieur le Pca

Mon dernier mot est que je lève ma prière en vers Dieu, le Tout Puissant en lui demandant si AFB a raison qu'il lui donne la force de me terrasser. Si c'est moi qui ai raison, je prie notre Dieu Tout puissant de me donner la force de terrasser AFB. J'ai confiance en la justice de notre pays le Cameroun qui est une nation de droit.

Propos recueillis par K.J.

Quotidien émergence

1^{er} Quotidien Bilingue Privé au Cameroun

Disponible dans vos Kiosques Tous les Jours



- Une information de qualité
- Des analyses percutantes
- Un réseau d'abonnés
- Des bureaux dans les 10 régions
- Une imprimerie moderne

Lisez et faites Lire

Législatives et municipales

Le Minat déroule son plan

Le ministre de l'administration territoriale a envoyé un signal fort à l'endroit des formations politiques dans un contexte de contestation porté par le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) relativement à la légitimité des scrutins.

En 2019, les élections soit Municipales soit Législatives auront certainement lieu après le renvoi à l'année en cours par le Chef de l'Etat. Par rapport à cela, le ministre de l'administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, a déjà prévu un dispositif qui devrait dissuader plus d'un. Il l'a indiqué au cours de la cérémonie des vœux organisés au sein de son département ministériel, hier, 21 janvier 2019. En effet, a-t-il dit, « il faudrait savoir qu'à l'horizon, se profilent. Nous allons faire ce que nous avons l'habitude de faire c'est-à-dire sécuriser l'environnement, sécuriser les régions, sécuriser les départements, sécuriser les arrondissements, et créer un climat favorable pour que ces élections se tiennent dans le calme, la sérénité et la transparence ». Mieux, dans un contexte de

remise en cause du scrutin présidentiel de 2018, Paul Atanga Nji appelle justement à la vigilance de tous les Gouverneurs, préfets, sous-préfets et responsables de son administration. Il n'a pas manqué de rappeler les obligations régaliennes qui sont celles de son ministère et à ceux à qui elles s'appliquent « parce que le ministre de l'administration territoriale assure la tutelle des partis politiques ; des églises, des chefferies traditionnelles, les associations, les Ong et autres ». Pour cela, le Minat va « travailler sans relâche pour que les lois de la République soient respectées » car, a-t-il dit, « vous convenez avec moi que dans un environnement de désordre, rien de bon ne peut se faire ». Il entend bien, et « davantage mettre en œuvre les hautes directives du Chef de l'Etat en ce qui concerne la sérénité, la paix, dans les régions du



Le ministre Atanga Nji lors des vœux

Nord-Ouest et du Sud-Ouest».

Ce qui constitue pour le Paul Atanga Nji, un véritable défi pour lequel il n'entend pas échouer car bien au-delà, d'autres challenges s'imposent au Minat qui les a rappelés. Ainsi, le ministère de l'administration va continuer la poursuite des actions de

mise en œuvre du plan d'assistance humanitaire et de pacification des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que celle de l'Adamaoua de l'Est qui connaissent des relents d'insécurité. Si « les régions sont devenues relativement calmes, le Chef de l'Etat a recommandé la vigilance. Et nous savons

que la mission régalienne de l'Etat c'est avant tout de protéger les personnes et leurs biens. Et si jamais, nous n'étions pas capables d'assumer cette mission, je crois que nous aurions failli aux objectifs du Chef de l'Etat », dixit Paul Atanga Nji.

Hervé Ndongong

Adamaoua

Les Mbororos dénoncent leur abandon dans les griffes des preneurs d'otages

Dans un document de 35 pages remis aux autorités administratives et responsables de défense et de sécuritaire, ils évoluent à 311 personnes, le nombre des siens pris en otage en trois ans.

Dans un rapport remis aux autorités administratives, militaires et traditionnelles de la région de l'Adamaoua, l'Association pour le développement socioculturel des Mbororo du Cameroun a présenté une situation chaotique dans laquelle vivent les populations de l'arrière-région. Selon ce rapport, 311 personnes ont été enlevées par les ravisseurs entre 2015 et 2018. Parmi ces otages, 29 d'entre eux ont été libérés grâce à l'intervention des forces de défense, 212 ont recouvré la liberté à la suite du paiement de rançon pour un montant de 2 157 400 000 FCfa tandis que 70 sont encore dans les griffes des

ravisseurs, parmi lesquels on note le cas du Village Yokotondou, Mohamadou Maroufou enlevé en décembre dernier, dont les ravisseurs exigent la somme de 50 millions pour sa libération. Outre des prises d'otages, le rapport chiffre à plus de 5000 têtes de bœufs déposés aux éleveurs par les bandes armées. Les 17 et 18 janvier 2019, le commandant de la 3e région militaire interarmées a sillonné les localités de Ngan-ha et de Bélel, rencontrant les autorités administratives et traditionnelles pour s'enquérir de l'état de la situation sur le terrain. Alors que dans ces arrondissements du département de la Vina, Mohamadou Maroufou, le chef du village

Yokotondou, dans l'arrondissement de Bélel est encore détenu par ses ravisseurs qui réclament toujours le versement d'une rançon de 35.000.000 FCFA. Entre les mois de décembre 2018 et la première semaine du mois de janvier 2019, quatre personnes ont été enlevées dans les arrondissements de Ngan-ha et de Bélel, épicentre des prises d'otages dans la région de l'Adamaoua. Lors de la cérémonie de Triomphe de la 36e promotion de l'Emia, le Chef de l'Etat, chef des Armées a promis de venir à bout de ce phénomène. « La situation à notre frontière orientale, notamment dans la région de l'Adamaoua, sollicite également notre attention. Nos po-

pulations et tout particulièrement les éleveurs y sont victimes des groupes criminels spécialisés dans les enlèvements avec demande de rançons. J'ai donné des instructions fermes à nos forces de défense et de sécurité pour mettre un terme à ces agissements répréhensibles », a déclaré Paul Biya.

Réactions du gouverneur Kildadi Taguiké Boukar

« Nous n'allons pas détailler ici nos stratégies de défense, mais je peux vous assurer que le haut commandement a pris un certain nombre de mesures qui est déjà appliqué sur le terrain. Voyez-vous, l'Etat du Cameroun consent d'énormes moyens pour assurer la sécurité des

biens et des personnes sur l'ensemble de la région. Nous avons engagé des rencontres avec les forces vives de la région, c'est déjà l'une des nombreuses mesures prises par nous pour venir à bout de l'insécurité dans la région de l'Adamaoua. Ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui. Il est en baisse parce que le gouvernement a mis d'énormes moyens. Je ne peux pas vous détailler ici les stratégies qui sont les nôtres. Aidez-nous en sensibilisant les populations à ne pas céder à la peur et aux sirènes des personnes qui ne maîtrisent rien des problèmes de sécurité dans notre région ».

Louis Baassid

Cemac

Les transactions interbancaires se situent à 728,2 milliards Fcfa à fin octobre 2018

La Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) vient de publier un rapport sur le compartiment interbancaire au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac).

Selon ledit rapport, les volumes échangés se sont inscrits fortement à la hausse. Au 31 octobre 2018, le volume cumulé des transactions interbancaires s'est situé à 728,2 milliards FCFA contre 295,1 milliards FCFA sur les dix premiers mois de 2017. Par ailleurs, sur la même période, le nombre d'opérations a atteint 185 contre 80.

« Cet essor, indique le rapport, est imputable notamment, au resserrement du refinancement de la Beac au titre de ses opérations principales dans un contexte d'appels d'offres concurrentiels et de promotion du compartiment interbancaire, à l'institution d'un nouveau dispositif de reporting pour faciliter la remontée des informations sur les transactions interbancaires, et à l'introduction de l'application DEPO/X à partir de laquelle les contreparties peuvent effectuer les échanges entre elles ».



Les transactions interbancaires se situent à 728,2 milliards Fcfa à fin octobre 2018

Toutefois, relève la Beac, il convient de noter que le dynamisme en cours sur le compartiment interbancaire concerne pour l'ins-

tant une vingtaine d'établissements de crédit sur les 53 implantés dans la Cemac (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée

équatoriale et Tchad).

Par ailleurs, l'essentiel des échanges enregistrés sont des opérations de revolving (renouvelées à chaque tom-

bée d'échéance), principalement entre banques d'un même groupe ou d'une même place.

Oscar Onana

Remboursement de la dette extérieure

A fin septembre 2018, le Cameroun n'a accumulé aucun arriéré

Le gouvernement camerounais a assuré 100% du service de sa dette extérieure, au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, selon les statistiques révélées par le ministère des Finances dans son rapport d'exécution du budget de l'Etat.

Dans le détail, au cours de la période sous revue, le Cameroun a consacré une enveloppe de 260 milliards de francs Cfa au remboursement de sa dette extérieure, en hausse de 87% par rapport à la même période en 2017. Pour rappel, à la faveur du lancement des projets dits structurants dans le pays, dès

l'année 2012, le Cameroun s'est lourdement endetté, au point où, dans un rapport publié le 30 août 2018, le Fonds monétaire international (FMI) le classe comme pays à «risque de surendettement élevé».

Selon cette institution financière internationale, le stock de la dette publique du Cameroun a augmenté de 5% du PIB, depuis 2016.

Oscar Onana



Des billets de banque

Electricité

Le Marocain Platinum Power pourrait abandonner le projet de la centrale de Makay (400 MW)

La centrale hydroélectrique de Makay, d'une capacité de production de 400 MW, qu'envisageait de construire la société de droit marocain Platinum Power, dans le département du Nyong-Ekellé, région du Centre du Cameroun, pourrait ne plus jamais voir le jour. Et pour cause, révèle la presse marocaine, Platinum Power, «pionnier et poids lourd du secteur de la production privée d'électricité à base d'énergies renouvelables au Maroc, risque de mettre la clef sous le paillason», puisqu'elle «vit probablement ses dernières heures».

En effet, apprend-on, les retards pris par ce développeur de projet de production d'énergie électrique, dans l'étape de développement (bouclage des financements puis début des travaux de construction) de deux projets au Cameroun et en Côte d'Ivoire, ont «saigné la trésorerie» de Platinum Power.

Les difficultés financières auxquelles est désormais confrontée cette entreprise sont telles que, apprend-on, «les salaires ne sont pas payés depuis plusieurs mois, les filiales camerounaises et ivoiriennes sont pratiquement à l'arrêt, et aucun projet de réinjection d'argent frais n'est pour l'instant sur la table».

La seule issue pour une sortie de crise de cette entreprise, qui revendiquait «un pipeline de près de 1 000 MW de projets hydroélectriques, éoliens et solaires», au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Sénégal ; est, analysent

nos sources, un accord de refinancement avec son actionnaire majoritaire, qui n'est autre que le Fonds d'investissements américain BrookstonePartners, basé à New-York. Pour rappel, c'est le 1er juillet 2015 à Yaoundé, la capitale camerounaise, que l'Etat du Cameroun et la société marocaine Platinum Power avaient conclu un accord-cadre pour le développement, le financement, la construction et l'exploitation du complexe hydroélectrique de Makay, ainsi que les infrastructures de transport d'électricité y associées.

Le closing financier du projet avait été annoncé pour le 3ème trimestre de l'année 2018. La centrale hydroélectrique de Makay, selon les prévisions officielles, devait être mise en service à la fin de l'année 2020, permettant «un accès à l'électricité en faveur d'une population supplémentaire de 6 millions de personnes».

Pour ce faire, depuis avril 2017, Platinum Power avait



Le Marocain Platinum Power pourrait abandonner le projet de la centrale de Makay (400 MW)

d'ores et déjà conclu un contrat de vente d'énergie avec Eneo, le concession-

naire du service public de l'électricité au Cameroun, contrôlé par le fonds d'invest-

Oscar Onana

Reconnaissance

La RCA décore une femme d'affaires camerounaise

Françoise Puene a été élevée au grade de Commandeur de l'ordre de reconnaissance centrafricaine, une qu'elle a reçue de l'Ambassadeur Martial Béti-Marace.

Ses actions parlent pour elle. La dernière actualité sur cette femme d'affaires, Présidente directrice générale d'un hôtel de la place, Françoise Puene, connue sous l'appellation de Mamy Nyanga, est le don d'un Centre multimédia à l'Université internationale Jean Paul de Bafang. Le chef d'œuvre, évalué à plus de 80 millions Fcfa et équipé d'appareils de dernière génération a été inauguré le 24 novembre dernier au cours d'une messe pontificale. A cela s'ajoute le coaching des jeunes et des femmes dans son opération baptisée le « Mamy Nyanga Tour ».

Au-delà du Cameroun, les ac-

tions de Mamy Nyanga lui ont valu une distinction à l'international. Dans ce sens, elle a été élevée au rang de Commandeur de l'ordre national de la reconnaissance centrafricaine (Rca) par le Président Faustin Archange Touadera de la République Centrafricaine. « J'accepte cette distinction comme étant une promotion de la coopération pour le développement économique en zone Cemac. Je voudrais solennellement afficher toute ma reconnaissance suite à cette marque de confiance que lui, ainsi que son gouvernement et la mission diplomatique de la Rca au Cameroun, ont bien voulu me témoigner », a affirmé Françoise Puene. C'était au

cours de la cérémonie solennelle de remise de ladite médaille par l'ambassadeur de la Rca au Cameroun, Martial Béti-Marace.

Avec des projets d'investissement en Rca, notamment la construction d'un grand hôtel, Mamy Nyanga appelle tous ses collègues hommes et femmes d'affaires à faire de la Rca, la destination prioritaire pour les investissements futurs. Ceci parce que la Rca « est un pays qui présente de nombreuses opportunités, avec un gouvernement déterminé et volontaire. Loin des clichés pessimistes que tendent à propager certains médias occidentaux », justifie-t-elle.

K.J.



Françoise Puene

Hôpitaux publics camerounais

Le climat est loin d'être serein

Dans les coulisses de certaines formations sanitaires de la ville de Yaoundé, mauvais accueil, longue attente et absence du personnel soignant donnent du fil à retordre aux patients.

Il est exactement 10 heures hier matin, lorsque nous arrivons au CHU de Yaoundé, situé au quartier Melen. Nous y allons pour vivre le quotidien des usagers de cette formation hospitalière. Première étape, la maternité. Nous nous asseyons sur les bancs de la salle d'attente, comme bien d'autres patientes. C'est le tour d'une jeune dame, la trentaine sonnée. Avec son bébé âgé d'une semaine en main, elle se dirige vers une infirmière. « Il y a quoi ? » lui demande l'infirmière. « J'ai rendez-vous avec le docteur ». L'infirmière fronce le visage et lui dit d'abord de vérifier si le docteur est là, avant de lui prendre les paramètres. Après son retour, l'infirmière est cette fois-ci occupée à vendre ses ships et caramels. « La femme-ci voulait encore quoi ? », demande l'infirmière à sa collègue. Puis, elle dira à la mère du bébé d'aller plutôt chez sa collègue prendre ses paramètres.

Deuxième étape, nous nous rendons au service diabétologie. Beaucoup de personnes la mine triste, attendent en grinçant les dents. Nous essayons de savoir si quelque chose ne va. « Ça fait déjà une heure de temps qu'un monsieur est entré dans le bureau du médecin, alors qu'il a laissé beaucoup de malades derrière lui », se plaint une dame qui se tortille de douleur. Nous prenons le temps d'attendre et environ une heure après notre arrivée, le monsieur sort du bureau du docteur tout souriant. Les infirmiers du service d'accueil aussi bien que les patients s'acharnent sur lui. « Mais monsieur, vous êtes égoïste. Vous ne pouvez pas prendre une bonne partie du temps du médecin, alors qu'il a beaucoup de patients à consulter », disent les uns et les autres. « Nous t'avons remarqué. Malheur à toi la prochaine fois », lui lance les infirmières. « Mais c'est la faute du docteur. Il doit prendre rendez-vous avec ses connaissances au quartier, et non dans son bureau », disent encore certains.

A l'hôpital central de Yaoundé

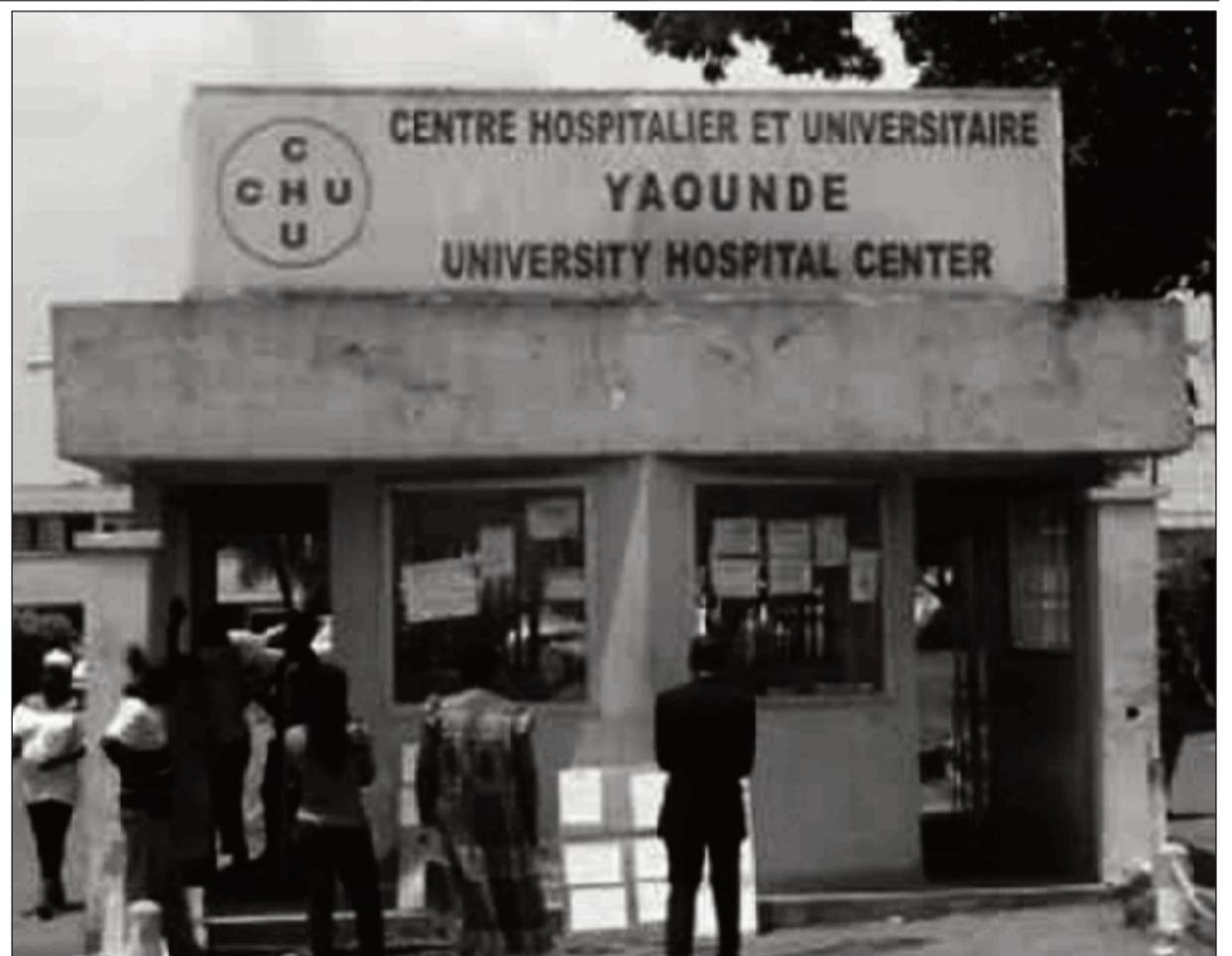
Nous nous rendons ensuite à l'hôpital central de Yaoundé, plus précisément au service ORL, lorsqu'il est déjà 13



heures. Comme la plupart des services, il est bondé de patients qui se plaignent les uns les autres. « On va même me servir aujourd'hui ? », se demande un patient. Il nous fait savoir qu'il est arrivé depuis 07 heures du matin. « Je n'ai pas eu de problèmes pour les préliminaires, c'est-à-dire la prise des paramètres. Lorsque j'ai expliqué que j'ai une oreille qui se bouche de manière régulière, on m'a envoyé au service ORL. Malheureusement, ça fait environ 04 heures de temps qu'on a pris mon carnet. On ne me dit pas si le docteur est là ou pas », se plaint le patient. Puis, il nous révèle que sa femme a décidé de ne plus mettre pied dans un hôpital public. « Quand je suis absent, même si un enfant tombe malade, elle m'attend. Elle a été traumatisée par les hôpitaux de l'Etat », raconte-t-il.

Pendant que nous attendions, une infirmière appelle le patient à partir de son carnet. Et le monsieur qui attend depuis 08 heures du matin va être consulté alors qu'il est déjà 14 heures. « Le médecin est arrivée à 11 heures », nous révèle une infirmière.

Nous faisons ensuite un constat amer dans d'autres services : des médecins vont et viennent de manière régulière. « On dirait un défilé de



mode, pendant que nous souffrons sans quelqu'un qui s'intéresse à nous », arguent les uns et les autres.

Ensuite, nous nous rendons au service ophtalmologie où une foule de patients attendent, certains somnolant même. « C'est la triste réalité. Nos spécialistes vont d'abord consulter dans les cliniques privées, avant de venir dans leurs lieux de service officiels, quand ils sont déjà épuisés.

C'est pour cela qu'ils sont parfois nerveux de fatigue », argue un patient.

La semaine dernière, le tout nouveau ministre de la santé publique Malachie Manaouda a effectué une descente inopinée dans les formations sanitaires de la ville de Yaoundé, pour toucher du doigt les réalités du terrain. A l'occasion, il a instruit au personnel de santé bon accueil et prise en charge des patients sans

conditions.

Malheureusement, les habitudes ont la peau dure au Cameroun. D'aucuns pensent que ce n'est qu'une simple routine. Rien ne pourra changer positivement dans les hôpitaux publics. D'autres arguent qu'on ferait mieux de créer un numéro vert et même sanctionner pour que les choses changent.

Rosette Ombessack

Mayor of Buea take stringent measures to stop Ghost Town in his municipality

Over 100 taxis were impounded for 24 hours and shops sealed as a means to force the concerned not to respect Ghost Town.

The Mayor of Buea, in the South West Region has sealed hundreds of shops on Monday January 21, 2019 and returned the taxis he impounded with the help of security forces on Sunday January 20. Ekema Patrick handed back the taxis, we are told after the taxi drivers signed an undertaking never to respect the call for Ghost Town in his municipality.

Reports say he forcefully sealed the shops after residents respected Ghost Town, a traditional sit-down strike that occurs every Monday across the two English-speaking Regions of Cameroon during which all businesses are voluntarily closed and transportation paralyzed. Patrick Ekema has been reportedly angered after the Ghost Town was honored by locals despite all his efforts on Sunday January 20, 2019, on the instructions of South West Governor, Bernard Okalia Bilai, to impound over 100 taxis with the release condition being that owners sign documents stating they won't respect Ghost Town. Many



Some of the impounded taxis at Buea council premises

of the taxis were spotted at the Buea Council building early Monday morning.

A Buea based teacher told this reporter on phone that despite the threats, very few cars could be seen along the streets and few

shops opened.

Speaking to the press on Monday after returning the taxis and sealing some shops, mayor Ekema said he hopes this will serve a lesson and pleaded that other municipalities in the South West region should

emulate. He added that the population stayed at home because they don't usually have the means of transport not that they like respecting Ghost towns.

The weeks ahead will be determining as many hope to see whether the busi-

ness owners will heed to Ekema's call by opening their shops and taxi drivers taking the road on Ghost Town days or they will keep obeying the Ghost Town call.

By Amos Muang Nsah

Réforme foncière

Plus de visibilité pour les initiatives locales

Le contexte est celui de la quête du respect des droits des populations et de la prise en compte des impératifs qui s'imposent à l'Etat.

On en parle de plus en plus et les récriminations sont également de plus en plus nombreuses lorsque le droit à la terre est violé pour ceux qui revendiquent le droit à l'usage et même à la cession.

Dans cette optique, les responsables des administrations publiques centrales et décentralisées ont le devoir d'apporter des réponses, notamment aux questionnements soulevés

par les populations et les organisations de la société civile.

C'est l'ambition de la semaine du foncier qui réunit justement divers acteurs qui vont tout au long de la semaine partager leurs expériences sur plusieurs thématiques. L'activité ouverte le 21 janvier 2019 ambitionne d'identifier des actions à tester au niveau local, dans les différents sites d'activité des acteurs concernés pour prévenir et/ou gérer les conflits liés à la terre et aux ressources

naturelles ». Car, comme le rappelle Samuel Guiffro du Centre pour l'environnement et le développement (CED), la terre occupe une place stratégique et importante pour les populations, (tout comme pour l'Etat central), qui sont prêtes à aller jusqu'à la mort pour la préserver.

Par ailleurs, la question de la terre étant au centre du développement des Etats qui ont amorcé la phase de « l'émergence », il est donc intéressant d'imaginer une utilisation efficace des pro-

positions et des solutions qui ont pour ancrage les données et préoccupations locales, a-t-il expliqué. C'est à ce titre qu'il faut mettre « tous les acteurs ensemble », d'autant plus que le défi est de sortir des cadres informels de rencontre pour des assises formelles.

Le séminaire du foncier au Cameroun qui est placé sous le thème « les défis de la gestion locale du foncier » devrait par conséquent permettre de situer « l'information des participants

et du grand public sur les initiatives en cours au niveau local pour assurer une gestion efficace des terres », d'identifier les « actions à mener au niveau local, dans différentes régions, pour faire face aux défis des conflits liés à la gestion locale des terres » et surtout « l'identification d'innovations en matière de gestion locale des terres, à disséminer ». Les travaux s'achèvent le 26 Janvier prochain à Yaoundé.

Hervé Ndong

Océan

Ofta abandonné par ses élites

Le congrès organisé par le club qui représentera le département de l'Océan la saison prochaine en élite 2 n'a mobilisé ni les hommes ni les moyens nécessaires.

Les élites et autres forces vives de l'Océan semblent avoir résolument tourné le dos à Ocean Football Training Association (OFTA), le club qui représentera le département de l'Océan l'année prochaine en élite two. Ce constat a encore été fait samedi dernier lors du congrès organisé par ce club dans une salle de fêtes de la communauté urbaine de Kribi grandement vide. Parmi les rares élites qui ont personnellement assisté à ces travaux présidés par le préfet de l'Océan Antoine Bisaga, on pouvait noter la présence de Patrice Melom, le Directeur Général du Port Autonome de Kribi et NdambaRéné, un jeune opérateur économique de la ville. Mais aucun élu local, aucun parlementaire ni même aucune autre grande élite parmi les dizaines que compte ce département, à travers le triangle national, n'y a pris part malgré les centaines de lettres d'invitation qui leur avaient été envoyées par le Club avec l'onction du préfet Antoine Bisaga et malgré la grande campagne de communication qui a précédé cet événement. Une faible mobilisation populaire pour cette importante manifestation que ses organisateurs avaient qua-



Photo de famille

lifié de "Congrès de la mobilisation" à laquelle s'est malheureusement ajoutée une insignifiante mobilisation financière. En effet, ce congrès a permis de ne récolter que 1 million de francs alors que les attentes financières de l'OFTA pour la saison prochaine s'élèvent à 130 millions de francs CFA. Une situation qui dégage de grosses inquiétudes pour une participation honorable au

championnat élite 2 qui pourrait démarrer le 30 Janvier prochain. Il est important de préciser qu'au-delà de ce revers lié à la collecte des fonds, le club de l'Océan voit au quotidien la menace d'une délocalisation de ses matches à domicile se confirmer et ceci à cause de l'indifférence affichée de ses élites à ce sujet. Et pour preuve, en dehors quelques membres du bureau exécutif de OFTA, aucune au-

torité locale ni aucune élite n'a pris la peine de se joindre à la commission d'homologation des stades de ligue 2 lors de la descente d'évaluation qu'elle a effectuée jeudi dernier au stade municipal de Kribi. Et les résultats de cette descente révèlent la nécessité d'y réaliser de nombreux travaux, touchant, entre autres, l'enceinte, l'aire de jeu, la tribune ou les vestiaires, ne permettent aucun espoir pour les

Kribiens de compter désormais sur football élite parmi ses divertissements. Pourtant M. Elvis Bouelle, le jeune président de OFTA reste optimiste : « Nous sommes déjà très heureux de la cagnotte de ce jour et nous sommes sûrs qu'elle grandira grâce aux nombreuses promesses fermes qui nous ont été faites par les plus grandes élites de ce département ».

Jean Ismaël BEKILE

Lom et Djerem

Le préfet envisage d'assainir le secteur des mototaxis

Yves Bertrand Awounfac Alienou vient de présider une réunion préparatoire au lancement de l'opération d'assainissement du secteur des transporteurs par mototaxi.

Selon l'autorité administrative, « l'époque est révolue, le pays traverse une période sociopolitique et sécuritaire importante qui nécessite absolument une bonne organisation des activités dans l'ensemble du territoire national ». Il ressort de ces assises, qu'à partir du 1er février 2019, le préfet du département du Lom et Djerem à l'Est procédera au lancement de l'opération d'assainissement d'hygiène du secteur de

transport par moto taxi dans l'ensemble de son unité de commandement. L'objectif principal étant de faciliter l'obtention facile des pièces officielles et l'établissement d'un fichier actualisé des acteurs du secteur dans le département.

Dans la ville de Bertoua, chef-lieu de la région de l'Est, on dénombre environ 8.000 moto-taximen identifiés. Une activité qui permet de résorber le chômage en contribuant également à la mobilité des citoyens résidents. Ce

n'est un secret pour personne aujourd'hui, le secteur des mototaxis connaît un désordre suite à la non-prise en charge du gouvernement. Comme le précise Yves Bertrand Awounfac : « Ensemble, autorités administratives, municipales, forces de maintien de l'ordre et de sécurité... Avec la participation des hommes et femmes des médias, mobilisons nos énergies pour la sensibilisation au maximum d'une grande proportion de la population des mesures gouvernementales, car

cette activité implique bien évidemment le secteur social et économique ».

Le Délégué départemental des transports du Lom et Djerem, prenant la parole, a présenté les dispositions réglementaires pour l'ensemble des intervenants de ce secteur activité. L'homme n'a pas manqué de reconnaître une certaine lourdeur observée par leurs services durant le processus d'établissement des dites pièces officielles suite aux pannes régulières des appareils.

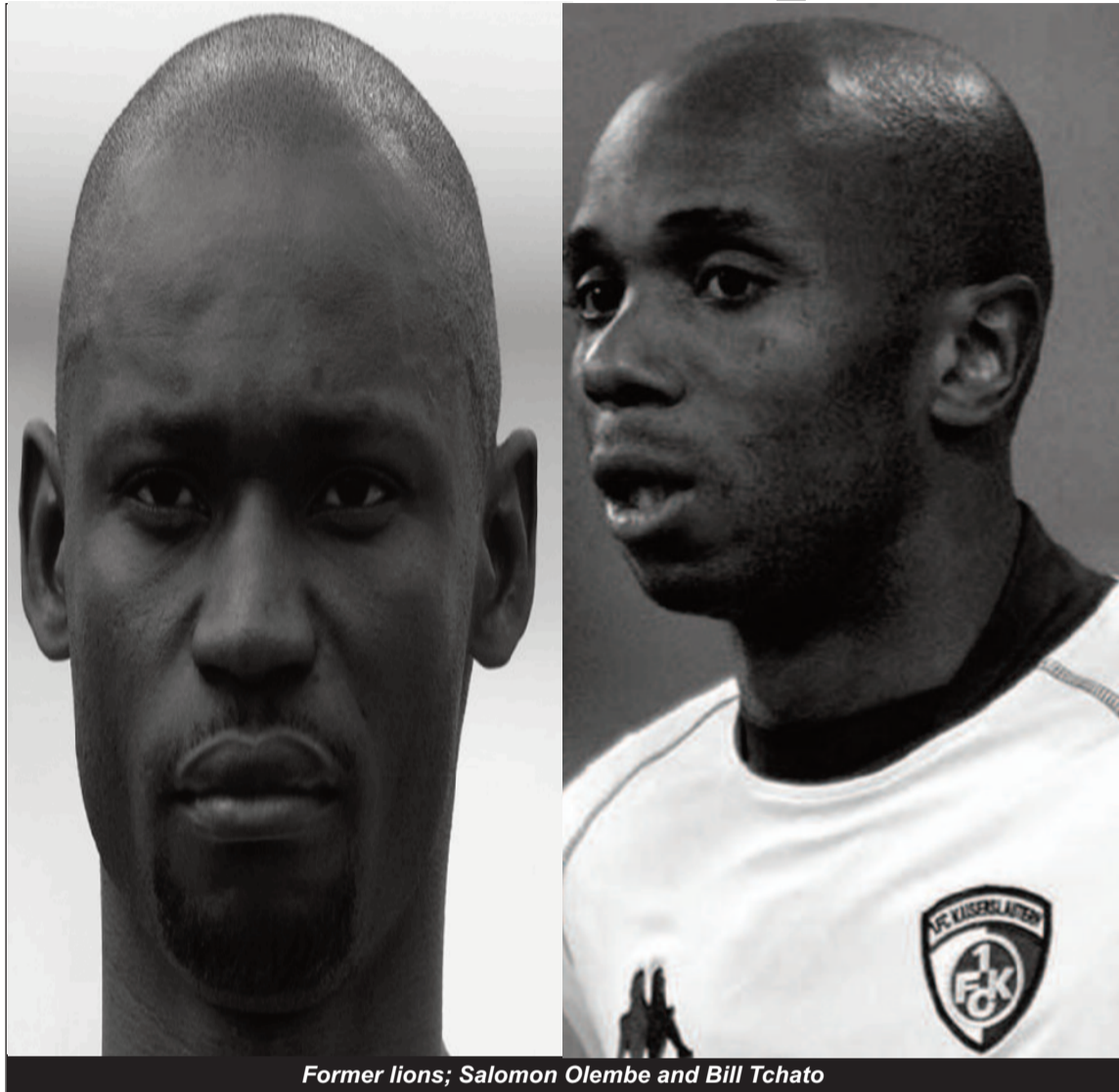
Pour Alphonse Wouama-Mbelé, Délégué du gouvernement auprès de la communauté urbaine de Bertoua, l'incivisme des moto-taximen face aux instructions de la hiérarchie devrait être sanctionné avec la dernière énergie. Car selon lui, le secteur est infesté de gangsters. L'instauration d'une tenue par arrondissement permettrait de créer une symbiose de la sécurité commune. Des échantillons ont été présentés aux autorités.

Bossis Ebo'o

Former Indomitable Lions' players bounce back in different capacities

The president of the Cameroon Football Federation (Fecafoot), Seidou Mbombo Njoya has appointed two ex-footballers into the association. The Fecafoot boss over the weekend named 43 year old Bill Jackson Tchato Mbiayi as Coordinator for all the categories of the indomitable lions of Cameroon.

The former Caen, Valence, Nice, Montpellier, 1. FC Kaiserslautern among others has a rich pedigree with the national team lions; haven won the African Cup of Nations in 2000 and finalist in 2008. René-Salomon Olembé-Olembé on the other hand was appointed Team Manager of the indomitable lions of Cameroon. At 38 years old, the former Nantes, Marseille and Leeds United player occupies a position which was once held by Rigobert Song, now coach for the U23. With over 64 caps (5 goals) for the in-



Former lions; Salomon Olembe and Bill Tchato

domitable lions, Olembe olembe won the 2000 and 2002 African Cup of Nations. Both players will be expected to make use of

their past experience to coordinate the activities of the national teams in order for these selections to definitely move away from amateurism and

bring in the most desired spirit of professionalism lacking in many national teams on the continent.

By Amos Muang Nsah

Basket ball Les résultats du regroupement de Yaoundé

Il a eu lieu le 19 janvier 2018 au palais des sports de Yaoundé.



Une phase de match

Les résultats du regroupement de Yaoundé

CNESM 2019
Game 1: ECOLE DE BASKET 69 # NZUI-MANTO 44

CNSD 2019
Game 1 : ONYX 84 # NZUI MANTO 44

CNESM 2019
Game 2: ETOILE SPORTIVE 68 # VOLCANIC WARRIORS 56

CNSD 2019
Game 2: UNIVERSITE DLA 48 # ECOLE DE BASKET DLA 46

CNSD 2019
Game 1 : ONYX 84 # NZUI MANTO 44

CNESM 2019
Game 1: ECOLE DE BASKET 69 # NZUI-MANTO 44

CNESM 2019
Game 2: ETOILE SPORTIVE 68 # VOLCANIC WARRIORS 56

CNSD 2019
Game 2: UNIVERSITE DLA 48 # ECOLE DE BASKET DLA 46

CNESM 2019
Game 3: UNIVERSITE DLA 75 # ONYX YDE 58

CNSD 2019
Game 4: OVERDOSE YDÉ 68 # FAP YDÉ 58

Caf Confederation Cup and Champions League New Stars of Douala and Cotonsport of Garoua out of the competitions

New Stars of Douala last Sunday January 20, failed to qualify for the next stage of the Caf Confederation Cup at the Limbe Omnisport stadium. After haven separated at the end of the 90th minute on zero goals on either side, Gor Mahia FC sailed through to the next stage thanks to their 2-1 victory at home. The Douala boys failed to impress their fans by scoring the goal that was to carry them forward.

The Kenyan champions are therefore through to the group stages of the competition after forcing the draw against New Stars

Goalkeeper

Boniface

Oluoch was the hero as Gor Mahia held New Star to a barren draw to progress to the group stages of the Caf Confederation Cup. Oluoch pulled fantastic saves especially in the second half to save the day for the Kenyan side and help the team qualify on a 2-1 aggregate win. On the other hand, Cotonsport of Garoua once more lost to Asante Kotoko of Ghana 2-1 at Kumassi. Haven lost to the same team weeks back at the Yaounde military Stadium 3-2, the Ghanaian club picked their qualification to the next stage of the Caf Champions League on a 5-3 aggregate.

By Amos Muang Nsah



Gor Mahia vs New Stars match

Zimbabwe

Opération séduction annulée pour Emmerson Mnangagwa à Davos

Le Zimbabwe se prépare à une deuxième semaine de grève générale. Les syndicats ont appelé à partir de ce lundi à une nouvelle action ville morte pour protester contre la hausse des prix.

La semaine dernière, le mouvement s'est soldé par des violences et de nombreuses arrestations. Ce qui a poussé le président zimbabwéen à interrompre sa tournée à l'étranger. Emmerson Mnangagwa ne sera donc pas au forum économique mondial de Davos, en Suisse.

C'est une véritable claque pour Emmerson Mnangagwa. Celui qui, depuis son arrivée au pouvoir il y a plus d'un an, ne cesse de dire que le Zimbabwe est ouvert au business, a dû rentrer d'urgence dans son pays. Non seulement il ne sera pas à Davos pour convaincre les investisseurs étrangers de revenir investir au Zimbabwe. Mais en plus, son retour d'urgence pour gérer les manifestations et les violences envoie un tout autre message. Le Zimbabwe n'est pas stable et le régime

est tout aussi répressif que le précédent.

Relancer l'économie

Le chef de l'Etat qui s'est engagé à relancer l'économie après deux décennies de crise est dos au mur. Son élection en juillet dernier, marquée aussi par des violences, n'a pas permis le retour des investisseurs. Depuis quelques mois, le pays est secoué par d'importantes manifestations contre les pénuries et la hausse des prix.

Les billets verts se font rares

Le pays, qui a abandonné sa devise nationale il y a dix ans et fonctionne avec des dollars américains, cherche désespérément à emprunter de l'argent. Mais les précieux billets verts se font de plus en plus rares, au point de paralyser l'économie tout entière.



Emmerson Mnangagwa à Davos

Selon la presse zimbabwéenne, Mnangagwa se serait rendu en Russie la semaine dernière pour tenter

pour obtenir un prêt, mais se serait rendu en Russie la semaine dernière pour tenter

mois dernier, mais aurait obtenu la aussi une réponse négative.

Source RFI Afrique

RDC

Reportée, l'investiture de Félix Tshisekedi est annoncée pour le 24 janvier

Annoncée pour le mardi 22 janvier, l'investiture de Félix Tshisekedi, confirmé président élu de la RDC par la Cour constitutionnelle, aura finalement lieu ce jeudi 24 janvier au Palais de la nation, selon son porte-parole.

« Ce ne sera pas demain [le 22 janvier, ndlr]. C'est certain. » Vidiye Tshimanga, porte-parole de Félix Tshisekedi, le successeur du président Joseph Kabila, a confirmé ce lundi 21 janvier le report de l'investiture du nouveau chef de l'Etat congolais. Plusieurs sources à la présidence de la République ont également confirmé ce report, sans s'avancer officiellement sur une nouvelle date.

« L'investiture interviendra ce jeudi 24 janvier. En tout cas, nous faisons tout pour que toutes les dispositions – sécuritaires, protocolaires – soient prises concernant l'organisation de la cérémonie ce jour-là », a indiqué quant à lui Vi-

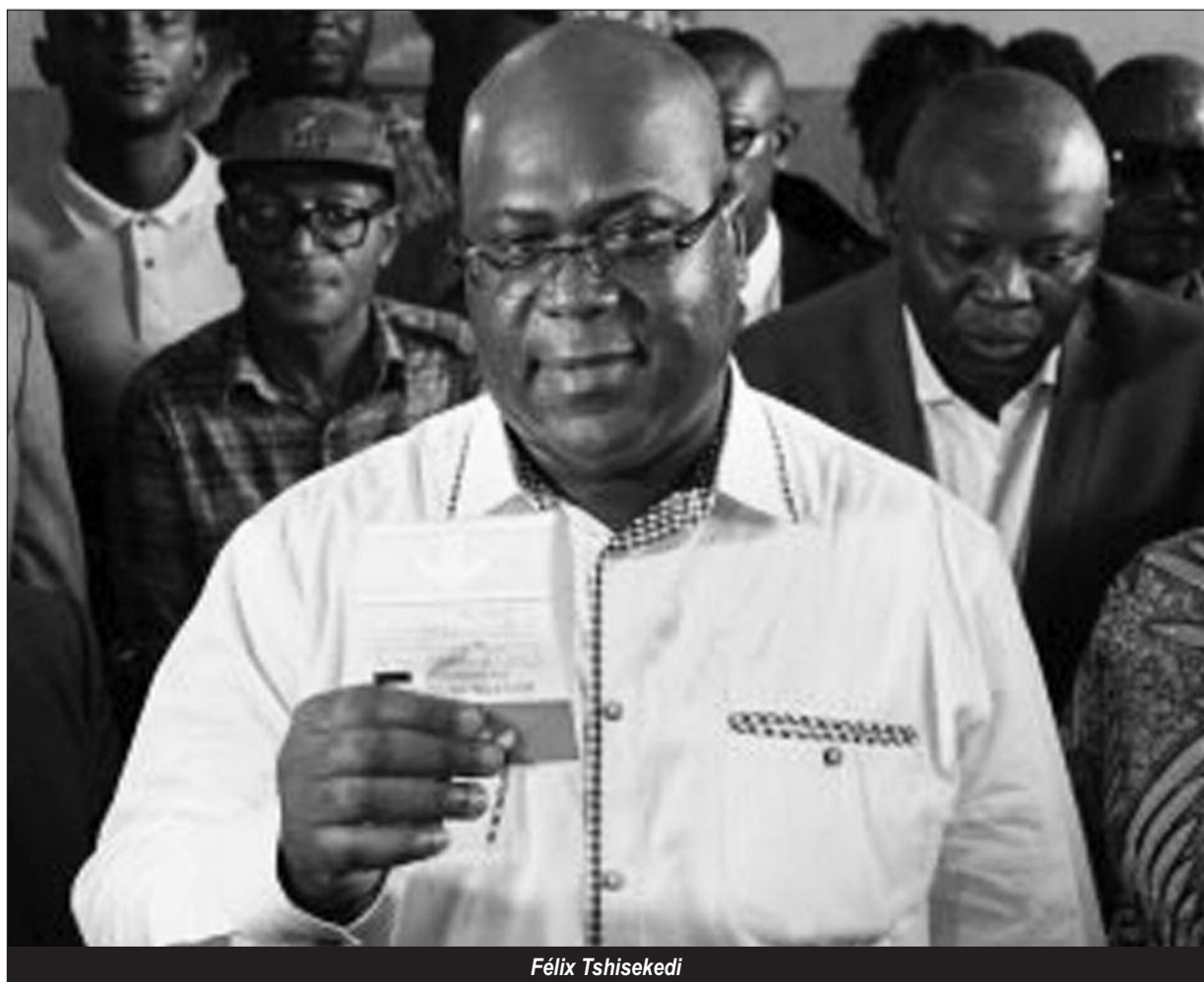
diye Tshimanga.

Cette nouvelle date a été confirmée à Jeune Afrique par une source à la Cour constitutionnelle.

Cérémonie au Palais de la nation. En croire Vidiye Tshimanga, des invitations sont en train d'être envoyées aux chancelleries et aux chefs d'Etat de la région et d'ailleurs. Et pour cette première passation de pouvoir légal de l'histoire de la RDC, la grand-messe se tiendra au Palais de la nation où se trouvent les bureaux du président de la République, selon le porte-parole de Félix Tshisekedi.

L'option d'une prestation de serment au stade des Martyrs a été définitivement écartée.

Source RFI Afrique



Félix Tshisekedi